



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

*Appel d'offres ouvert*  
*Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.*

---

**Marché n°2438G07AO**

**PRESTATIONS MULTISERVICES AUX BATIMENTS  
ET AUX PERSONNES DE LA C.C.I. DE GRENOBLE**

---

Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble  
5-7 Place Robert SCHUMAN  
CS 90297  
38016 GRENOBLE CEDEX 1  
[www.grenoble.cci.fr](http://www.grenoble.cci.fr)

Profil Acheteur : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)  
Cellule commande publique : [marches@grenoble.cci.fr](mailto:marches@grenoble.cci.fr)

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	4
1.4.1 - Arrêt de l'exécution des prestations ou d'une commande.....	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	5
1.6 – Sous-traitance.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	6
4 - Protection des données à caractère personnel.....	6
5 - Durée et délais d'exécution .....	6
5.1 - Durée du contrat .....	6
5.2 - Reconduction .....	7
6 - Prix.....	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	7
6.2 - Modalités de variation des prix .....	7
6.3 - Clause de déclenchement de la révision des prix .....	8
6.4 - Clause de butoir .....	8
6.5 - Clause de sauvegarde.....	8
7 - Garanties Financières .....	8
8 - Avance.....	8
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	9
9 - Modalités de règlement des comptes.....	9
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	9
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
9.3 - Délai global de paiement .....	9
9.4 - Paiement des cotraitants .....	10
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	10
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
10.1 Reprise obligatoire de personnel.....	10
10.2 Reprise facultative de personnel .....	11
10.3 Personnel du titulaire .....	11
10.4 Intervenants directement liés à l'acheteur.....	14
10.5 Service client.....	14
10.6 Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire .....	14
10.7 Prise en charge du marché .....	14
11 - Développement durable .....	15
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	16
12.1 - Vérifications .....	16
12.2 - Décision après vérification .....	16
13 - Garantie des prestations.....	16
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	16
15 – Pénalités .....	16
15.1 - Pénalités de retard.....	16
Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.....	16
15.2 Pénalité pour travail dissimulé.....	17

15.3 Autres pénalités spécifiques.....	17
16 - Assurances .....	17
17 - Clause de réexamen .....	17
18 - Résiliation du contrat.....	19
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	19
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	19
19 - Règlement des litiges et langues.....	20
20 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail) .....	20
21 - Dérogations.....	20

# **1 - Dispositions générales du contrat**

## ***1.1 - Objet du contrat***

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les prestations multiservices aux bâtiments et aux personnes de la C.C.I de Grenoble.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté pour les prestations à la demande au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

### **Lieux d'exécution**

- **Siège CCI** 5-7 Place Robert SCHUMAN 38000 Grenoble
- **WTC Centre de congrès** 5-7 Place Robert SCHUMAN Grenoble
- **Campus de l'Alternance** 10 Rue Aimé Pupin 38 000 Grenoble
- **Aérodrome du Versoud** 38420 Le Versoud

A titre exceptionnel, les missions peuvent être exécutées en dehors des sites de la CCI de Grenoble (manifestations, récupération matériels, livraisons...).

## ***1.2 - Décomposition du contrat***

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

## ***1.3 - Type d'accord-cadre***

L'accord-cadre avec maximum de 1,7 M€ HT (pour chaque période de 2 ans) est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## ***1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande***

Pour les prestations à la demande, les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

### ***1.4.1 - Arrêt de l'exécution des prestations ou d'une commande***

Pour chaque prestation ou bon de commande engagés, l'arrêt de l'exécution d'une partie ou de la totalité des prestations peut être décidé par le pouvoir adjudicateur et notifié au Titulaire (email avec accusé de réception ou PLACE) sans que cette décision nécessite de justification.

En cas d'arrêt en cours d'exécution, les parties déterminent conjointement, en fonction du taux d'avancement de la prestation, le montant dû au Titulaire.

L'arrêt des prestations doit être prévu avec préavis de 8 jours minimum pour notifier l'arrêt de la prestation. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité supplémentaire.

L'application de cet article n'entraîne pas la résiliation de l'accord-cadre.

### **1.5 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, notamment en cas d'adjonction de nouveau site ou de nouvelle prestation de service répondant à l'objet du marché.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

### **1.6 – Sous-traitance**

**Conformément aux articles L. 2193-3 et L. 2393-7 du code de la commande publique qui disposent que le pouvoir adjudicateur peut restreindre le recours à la sous-traitance, il est précisé que :**

- **les prestations de pilotage, coordination et gestion sont considérées comme des tâches essentielles au marché, et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance.**

Pour les autres prestations, avant signature du contrat et au moins un mois avant le début des prestations, pour toute déclaration de sous-traitance, le Titulaire transmet au Pouvoir adjudicateur :

- le projet de formulaire de déclaration du sous-traitant (DC4) indiquant le montant maximum sous-traité (prestations à la demande), et/ou le montant réel pour les prestations forfaitaires sous-traitées,
- la copie des agréments nécessaires à l'activité sous-traitée,
- la copie du contrat de sous-traitance et de ses avenants pour tout contrat passé avec une PME,
- une plaquette de présentation du sous-traitant,
- un RIB.

De même, en application de l'article L. 2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant de 1er rang, qui fait appel à un sous-traitant, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant, dit de second rang, par le pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant de 1er rang ne peut confier à son propre sous-traitant la totalité des prestations dont il a la charge. Les conditions dans lesquelles il est procédé à l'acceptation d'un sous-traitant de second rang et à l'agrément de ses conditions de paiement sont identiques à la déclaration de sous-traitance susvisée, à savoir l'acceptation préalable du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, et la transmission des mêmes informations et attestations celles qui sont exigées pour le sous-traitant direct.

Cette déclaration, transmise à l'acheteur, doit être signée par le sous-traitant de premier et de second rang.

Le sous-traitant qui confie à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé est tenu de lui délivrer une caution ou une délégation de paiement dans les conditions définies à l'article 14 de la loi du 31 décembre 1975.

Dans tous les cas, la réalisation de ces deux formalités doit être effectuée avant tout commencement d'exécution des prestations par les sous-traitants de premier et second rang.

## **2 - Pièces contractuelles**

- L'acte d'engagement (ATTRI) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CTTP)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- L'annexe de reprise du personnel
- Le cadre de réponse technique OBLIGATOIRE
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales aux marchés de fournitures courantes et services 2021

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Ces mesures de sécurité sont détaillées à l'article 10.3 du présent CCAP.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 - Protection des données à caractère personnel**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## **5 - Durée et délais d'exécution**

### ***5.1 - Durée du contrat***

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification pour une mise en œuvre des prestations à compter 1<sup>er</sup> avril 2025.

Pour les prestations à la demande, les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

## 5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit de façon expresse jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 1. La durée de la période de reconduction est de 2 ans. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Pour toute prestation non prévue au bordereau des prix initial du marché, le titulaire établit un devis détaillé par référence au bordereau de prix et au prix publics du titulaire. Les prix nouveaux arrêtés dans le devis sont rendus contractuels après acceptation par l'acheteur et intégrés au bordereau de prix unitaires, si besoin, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont réputés **fermes la première année**, puis révisibles chaque année à la date d'anniversaire de sa notification.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = (15\% + 85\% (\text{indice 1 (n)} / \text{indice 1(o)})) + (0\% + 100\% (\text{indice 2 (n)} / \text{indice 2 (o)})) + (15\% + 85\% \text{Indice 3 (n)} / \text{indice 3 (o)})$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

### Formules et indices par prestation

N°	Prestation	Formule	Indice de référence, publié par l'INSEE
----	------------	---------	---

1	Nettoyage	Cn = 15.0% + 85.0% (010766785 (n) / 010766785 (o))	010766785 - CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public
2	Gardiennage	Cn = 100.0% (010546040 (n) / 010546040 (o))	010546040 - Services de sécurité privée
3	Autres prestations services	Cn = 15.0% + 85.0% (001565196 (n) / 001565196 (o))	001565196 - Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés – Services administratifs, soutien

### **6.3 - Clause de déclenchement de la révision des prix**

La révision de prix ne s'appliquera que lorsque l'incidence de la révision sera supérieure ou égale à 1% du montant des prix initiaux.

### **6.4 - Clause de butoir**

L'évolution du prix de règlement résultant de la révision des prix sera limitée à une augmentation de 3% maximum par an. En cas de dépassement des 3%, l'augmentation doit être dûment justifiée, et faire l'objet d'un accord par le pouvoir adjudicateur.

### **6.5 - Clause de sauvegarde**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du marché, dans le cas où la révision des prix conduirait à une augmentation supérieure à 6 % (six pour cent) d'une période à l'autre.

## **7 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **8 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### **8.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.



Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance.

# **9 - Modalités de règlement des comptes**

## **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les factures mensuelles du Titulaire font apparaître le détail par poste des parts dues au Titulaire, au(x) cotraitant(s) éventuel(s) et au(x) sous-traitant(s).

## **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### **Informations à utiliser pour la facturation électronique**

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 18383001700210
- Code service : ETB 100
- N° d'engagement : 2438G07AO

## **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

#### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

Le seuil à partir duquel un sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par le Pouvoir Adjudicateur est fixé à 600€ TTC.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### **Notification par le biais du profil d'acheteur**

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### **Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :**

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit.

Sont concernés notamment :

- Les clés et badges d'accès aux bâtiments.
- Les véhicules de service mis à disposition pour les opérations de factotum-flex service

### **Formation du personnel :**

Le personnel intervenant devra se conformer au Règlement intérieur du site sur lequel il intervient.

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Le titulaire doit réaliser la formation de son personnel et s'assurer du maintien de ses connaissances sur les plans technique, réglementaire et sécurité.

#### **10.1 Reprise obligatoire de personnel**

En application des dispositions de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 (annexe 7 de l'accord professionnel) et de l'article L 1224-1 du code du travail, le titulaire peut reprendre le personnel de l'entreprise titulaire du précédent marché. Le titulaire, rentrant dans le champ d'application de l'annexe 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés, s'engage à assurer la continuité des contrats de travail du personnel en cas de changement de titulaire dans les conditions prévues dans cette annexe.

En application à l'avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2002, annexé à la convention collective des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 et de l'article L 1224-1 du code du travail, le titulaire peut reprendre le personnel de l'entreprise titulaire du précédent marché. Le titulaire, rentrant dans le champ d'application de l'avenant du 28 janvier 2011 de la convention collective des entreprises de prévention et de sécurité, s'engage à assurer la continuité des contrats de travail du personnel en cas de changement de titulaire dans les conditions prévues de cet avenant.

Les informations relatives au personnel à reprendre peuvent être transmises – le cas échéant - par le titulaire sortant.

L'application de ces dispositions concerne les obligations de reprise du personnel du titulaire selon la liste fournie en annexe 1 au CCAP).

Les informations relatives au personnel à reprendre ont été transmises par le titulaire sortant. La CCIT n'étant pas à l'origine de ces informations, celles-ci ne sauraient dès lors engager sa responsabilité.

## **10.2 Reprise facultative de personnel**

La CCI souhaite le cas échéant, que soit mis en œuvre le processus de reprise du personnel du Titulaire sur le fondement de l'application volontaire de l'article L. 1224-1 du Code du travail, pour la prestation suivante : Prestation de Factotum et d'accueil

L'article L 1224-1 du code du travail stipule que « *Lorsque survient une modification dans la situation juridique de l'employeur, notamment par succession, vente, fusion, transformation du fonds, mise en société de l'entreprise, tous les contrats de travail en cours au jour de la modification subsistent entre le nouvel employeur et le personnel de l'entreprise.* »

Cette disposition d'application volontaire de l'article L. 1224-1 du Code du travail régit la situation dans laquelle il n'existe pas de convention collective instituant un mécanisme d'application conventionnelle.

L'employeur actuel – Titulaire sortant – doit accepter la proposition de reprise de ce personnel. Tous les éléments techniques relatives à la reprise du personnel seront transmis le moment venu.

## **10.3 Personnel du titulaire**

### Habilitation des personnels, accès aux sites

L'accès aux sites est subordonné à l'autorisation des responsables de sites.

Pour l'entrée et le stationnement des véhicules dans l'enceinte des établissements, le TITULAIRE fournit préalablement une copie de la carte grise du ou des véhicules.  
Les emplacements des véhicules et les accès seront précisés par les responsables de sites.

Le TITULAIRE fournira les photocopies recto-verso et lisibles des pièces d'identité en cours de validité (carte nationale d'identité ou titre de séjour ou passeport accompagné d'un justificatif de domicile) pour l'ensemble de son personnel et des éventuels sous-traitants appelés à intervenir sur les sites.

La liste du personnel, et les pièces demandées, doivent parvenir au pouvoir adjudicateur par voie électronique exclusivement.

Cet envoi doit respecter les contraintes suivantes :

- Un dossier par e-mail, avec dans le sujet du message : nom du site + nom de l'entreprise + nom et prénom de la personne ;
- Format Excel pour la liste du personnel ;
- Format JPG, PNG ou PDF pour les copies de pièces d'identités.

En cas de refus d'accès au personnel du TITULAIRE pour des raisons de sécurité, celui-ci doit présenter des remplaçants sans pouvoir demander d'indemnités.

Aucun retard dû à des problèmes d'habilitations des personnels par les responsables de sites ne pourra être invoqué par le TITULAIRE.

Toute personne non-habilitée ou n'étant pas en mesure de produire une pièce d'identité en cours de validité se verra systématiquement refuser l'accès au site.

L'entreprise TITULAIRE s'engage à faire respecter par son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres à chacun des sites.

Il est interdit au personnel du TITULAIRE :

- De fumer dans l'ensemble des locaux et en dehors des endroits autorisés ;
- D'utiliser le téléphone sans autorisation ;
- D'introduire ou consommer des boissons alcoolisées sur le site ;
- De pénétrer sur le site en état d'ivresse ;
- De provoquer du désordre sur le lieu de travail et ses dépendances ;
- De manquer de respect à la personne publique ou aux usagers ;
- De tenir des réunions dans l'enceinte des locaux ;
- De se faire aider par une personne étrangère à l'entreprise.

Cette liste n'est pas limitative.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus l'acheteur est en droit, à tout moment, de demander le remplacement d'une personne, ou de lui refuser l'accès des lieux, en tout ou partie.

#### Qualifications professionnelles et habilitations

Les personnes désignées par le TITULAIRE possèdent les qualifications professionnelles et les habilitations et/ou les connaissances requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées, ainsi que la parfaite connaissance des sites de l'acheteur. Elles sont présentées pour acceptation de l'acheteur qui peut refuser leurs candidatures. L'acheteur peut aussi, sur justificatif, demander le remplacement d'une personne détachée dans ses locaux.

Les personnes désignées par le TITULAIRE sont seules autorisées pour l'exploitation et la maintenance des matériels ou installations, objets du présent marché. Le personnel effectuant les prestations sera régulièrement inscrit sur les registres du TITULAIRE conformément aux lois et règlements régissant le travail et titulaire des habilitations nécessaires.

Les intervenants doivent avoir connaissance et prendre en compte le plan de prévention des risques.

#### Tenue et comportement du personnel ;

Le personnel intervenant du titulaire doit porter une tenue présentant le nom de sa société.

Le personnel du TITULAIRE doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du site. En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- courtoisie à l'égard du personnel de l'acheteur ;
- interdiction de fumer dans l'ensemble des locaux ;
- interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux et d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente ;
- interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque ;
- obligation de porter une tenue vestimentaire propre identifiant sa société.

L'ensemble des intervenants sous la responsabilité du TITULAIRE doit porter un badge et/ou une tenue professionnelle l'identifiant en tant que tel. L'acheteur pourra refuser l'accès aux personnes ne respectant pas ces conditions. Chaque intervenant doit être équipé des EPI obligatoires (équipements de protection individuelle).

#### Régime du personnel et lien de subordination

Le TITULAIRE recrute, rémunère, emploie, forme et dirige sous sa seule responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution des prestations du présent marché. Il conservera en tout état de cause la qualité d'employeur des personnes détachées dans les locaux de l'acheteur.

LE TITULAIRE s'assure le concours, en quantité et en qualité, du personnel nécessaire à la parfaite exécution du marché. Il assure la gestion et le contrôle plein et total de son personnel.

Le TITULAIRE s'engage, sur l'honneur, à respecter la législation et la réglementation. Un registre spécial du personnel est constamment tenu à jour par le TITULAIRE. Il peut être consulté à tout moment par l'acheteur.

#### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 8 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Plus généralement, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du TITULAIRE. De même, le TITULAIRE peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le TITULAIRE procède alors au remplacement des intervenants sans délai à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

#### Formation du personnel :

Le TITULAIRE assurera la formation du personnel chargé d'utiliser d'exécuter les prestations.

Le TITULAIRE doit réaliser la formation de son personnel et s'assurer du maintien de ses connaissances sur les plans technique, réglementaire et sécurité.

En cas de réalisation d'évolutions ou de paramétrages spécifiques sur le logiciel de gestion technique centralisé, le TITULAIRE doit prendre à sa charge et assurer la formation du référent technique de la CCI.

### ***10.4 Intervenants directement liés à l'acheteur***

L'acheteur pourra faire appel à plusieurs intervenants internes ou externes. Ils seront déclarés auprès du titulaire et désignés comme représentants de l'acheteur et pourront intervenir comme tiers dans le cadre du présent marché.

### ***10.5 Service client***

Le service client du TITULAIRE devra être joignable durant les créneaux horaires contractuels.

Le TITULAIRE devra préciser les modalités de contact d'urgence notamment pour chacun des équipements.

### ***10.6 Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire***

Le TITULAIRE met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de manutention ;
- Les échelles, échafaudages ;
- Les protections ;
- Les matériels de télécommunication ;
- Les tenues de travail ;

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

### ***10.7 Prise en charge du marché***

Le TITULAIRE du marché est réputé avoir une parfaite connaissance du site qu'il a visité pendant la période de consultation du marché.

> Inspection préalable des sites et analyse des risques :

Il est procédé avant le début d'exécution des prestations à une inspection commune des sites pour transmettre au TITULAIRE les consignes de sécurité applicables aux prestations et qui concernent le personnel du TITULAIRE. Suite à cette visite, un plan de prévention des risques est établi par le TITULAIRE.

> Première intervention et liste des intervenants :

Le TITULAIRE doit fournir au pouvoir adjudicateur, dans le délai de 15 jours à dater de la notification du marché, la date de la première intervention la liste nominative des intervenants. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

> Documents à établir après intervention :

Après chaque intervention ponctuelle, la prestation réalisée doit être enregistrée sur l'outil de gestion des interventions.

Les enregistrements et comptes rendus d'interventions doivent être suffisamment détaillés et préciser notamment : la date, l'heure, le nom de l'intervenant, la description de l'intervention réalisée.

## **11 - Développement durable**

Les obligations relatives au développement durable dans l'exécution du présent accord-cadre sont celles qui découlent des mesures sociétales prises par le candidat lors de la remise de son offre.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable tout en ayant une approche sociétale comme suit :

- La gestion des déchets et des tris dans le cadre de l'exécution des prestations ;
- La valorisation des déchets le cas échéant (réemploi, recyclage ou incinération avec récupération d'énergie).
- La gestion, la durée de vie et le conditionnement des consommables (services de nettoyage) ;
- L'utilisation de produits avec Eco label, consommables et matériels (services de nettoyage) ;
- Le titulaire met en œuvre les mesures visant à fidéliser le personnel à son poste de travail et à mobiliser du personnel à chaque fois qu'un poste vacant est à pourvoir ou dans le cadre de remplacements.

Sont pris en considération :

- La gestion du temps de travail : volume horaire mensuel et répartition des personnels
- Les mesures visant à faciliter le recrutement, l'intégration et la fidélisation du personnel
- Les mesures visant à limiter le travail en poste isolé
- La formation continue

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### ***12.1 - Vérifications***

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Représentation du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution du marché :

Le référent de chaque site, est habilité à représenter le pouvoir adjudicateur auprès du titulaire pour assumer les actions suivantes :

- Réception des communications du titulaire et notification des décisions ;
- Signature et notification des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations ;
- Activation et supervision des interventions ;
- Vérifications quantitatives et qualitatives.

### ***12.2 - Décision après vérification***

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **13 - Garantie des prestations**

Sans objet.

## **14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **15 – Pénalités**

### ***15.1 - Pénalités de retard***

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée au CCTP, article 4.

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20% du forfait correspondant à la prestation.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.



### **15.2 Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 000,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **15.3 Autres pénalités spécifiques**

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la CCI de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les défaillances sont constatées au cours des contrôles, programmés ou inopinés.

En tout état de cause, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'une année d'exécution ne pourra excéder 20 % du montant forfaitaire annuel des prestations régulières.

En cas de manquement avéré, le pouvoir adjudicateur peut appliquer les pénalités fixées au CCTP, article 4.

## **16 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **17 - Clause de réexamen**

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

#### **- Modification du périmètre des services.**

En cours d'exécution du marché le pouvoir adjudicateur, avec le consentement du titulaire peut procéder à des modifications du périmètre des services :

- ajouts de nouveaux services : la prestation ajoutée est conforme à l'objet du marché
- suppression de services

Les modifications demandées donnent lieu à l'établissement d'un devis préalable par le titulaire. Ce devis, daté et signé par le titulaire.

#### **- Modifications et ajouts de prestations pour cause d'évolutions réglementaires.**

En cours d'exécution du marché le pouvoir adjudicateur, avec le consentement du titulaire ou à la demande de ce dernier, peut procéder à des modifications et à des ajouts de prestations prévues au marché afin de répondre à des évolutions d'ordre réglementaires.

Ces évolutions peuvent notamment aboutir à :

- la substitution de la prestation d'origine par une prestation de remplacement ;
- ou l'ajout d'une nouvelle prestation à celle déjà existante au marché.

En tout état de cause :

- En cas de modification : la prestation modifiée est conforme à l'objet du marché.
- En cas d'ajout : la prestation ajoutée est conforme à l'objet du marché et en lien direct avec la prestation visée.

#### **- Ajout ou retrait d'un ou plusieurs nouveaux bâtiments**

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut ajuster son besoin en ajoutant ou retirant des bâtiments au périmètre initial. Dans ce contexte, le titulaire s'engage à accepter toute évolution du périmètre du marché, incluant l'ajout de nouveaux bâtiments en cours d'exécution.

Pour chaque bâtiment, le pouvoir adjudicateur fournira un « Descriptif du site » et un descriptif des prestations qui seront transmis au titulaire pour qu'il réalise le chiffrage correspondant.

Le chiffrage par le titulaire sera effectué en appliquant les prix définis dans le « Bordereau des prix » de l'accord-cadre.

**- Réexamen des conditions financières, notamment dans les cas suivants :**

- En cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale de l'accord-cadre ou à son équilibre financier ;
- En cas d'évolutions significative de la masse salariale en lien avec l'actualisation des conventions collectives ;

L'application de ces deux hypothèses susvisées est exclusive de la révision de prix annuelle.

- En cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement la réalisation des prestations.

## **18 - Résiliation du contrat**

### ***18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre***

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

#### **Résiliation suite à pénalités :**

Au-delà de 3 pénalités telles que figurant à l'article 15 ci-dessus, le marché pourra être résilié sans qu'aucune mise en demeure ne soit adressée au titulaire. La notification du courrier de résiliation mettra fin de plein droit aux relations contractuelles entre les parties.

### ***18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire***

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **19 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **20 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)**

Le titulaire **s'engage à fournir tous les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme E-ATTESTATIONS mise à disposition gratuitement par la CCI, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut de production des pièces sur E-attestations, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

## **21 - Dérogations**

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services